Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député doit faire allusion à un certain témoignage présenté devant la commission d'enquête du juge Estey. Je n'ai pas suivi l'affaire, mais je ne doute pas un instant que le juge Estey s'acquittera bien de sa tâche.

M. MacKay: Monsieur l'Orateur, je remercie le premier ministre de sa réponse. Moi aussi, je suis convaincu que le juge Estey va faire du très bon travail dans le cadre de son enquête. J'aimerais poser une question supplémentaire. Comme la position de M. Khanamarian, en tant que représentant d'Air Canada, ne devait pas être dévoilée à ses collègues du Cabinet ni aux représentants du monde des affaires du Liban, le premier ministre ne pense-t-il pas également que dans cette affaire la société Air Canada s'est montrée malhonnête et que cela pourrait entraîner un incident diplomatique? En effet, cette entente plutôt équivoque, qui implique notre compagnie aérienne nationale, pourrait jeter le discrédit non seulement sur le ministre des Transports, mais aussi sur ses collègues du Cabinet, notamment le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je ne vois pas très bien où le député veut en venir. On a demandé une enquête sur cette affaire. Je pense que le ministre a devancé cette demande en annonçant la tenue d'une enquête. L'opposition demande fréquemment d'instituer des commissions pour enquêter sur bien des sujets. Nous avons institué l'enquête. Attendons maintenant les résultats. Je ne pense pas que le député doive mener une enquête parallèle.

LES PÊCHES

LA PÊCHE EXPÉRIMENTALE DE L'ESPADON—LA POSSIBILITÉ DE LEVÉE DE L'EMBARGO AMÉRICAIN

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Environnement et ministre des Pêches. Le Service des pêches et de la mer du gouvernement fédéral a lancé un appel d'offres pour l'affrètement de deux navires pour la pêche expérimentale de L'espadon en juillet et août. Le ministre pourrait-il donner la raison de cette expérience et pourrait-il dire à la Chambre si la direction générale des aliments et drogues des États-Unis a levé l'interdiction d'importer de l'espadon décrétée il y a environ quatre ans?

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement): Comme mon collègue le ministre d'État (Pêches) est absent, je vais prendre avis de cette question et je tiendrai le député au courant.

M. Crouse: Une question supplémentaire. L'industrie de la pêche revêt en ce moment une grande importance éco-

nomique pour les provinces de l'Atlantique où elle connaît de très grandes difficultés économiques. Aussi, le ministre pourrait-il communiquer de nouveau avec son homologue américain pour lui demander de relancer cette industrie importante, car le Japon et certains pays européens continuent à pêcher et à manger de l'espadon sans effets néfastes?

Mme Sauvé: Monsieur l'Orateur, il faut que le député sache que le ministre d'État (Pêches) essaie pour le moment d'élaborer une politique de réorganisation de ce secteur au complet. Ce programme de réorganisation générale va certainement tenir compte des faits signalés par le député. J'en parlerai toutefois à mon collègue.

LE NORD CANADIEN

L'AUTOROUTE DU MACKENZIE—LA COMPRESSION DU BUDGET ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES AUTOCHTONES

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il a déclaré à la Chambre, le mercredi 16 juillet, qu'il avait l'intention de ralentir la construction de la route du Mackenzie pour accélérer celle des routes de Dempster, Carcross-Shagway et Liard. Peut-il nous assurer que la construction de la route du Mackenzie se fera de telle sorte qu'il n'y aura pas de réduction dans la formation des autochtones de la région?

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, c'est l'une de nos principales préoccupations. S'il y a un ralentissement des travaux, nous faisons tout notre possible pour pouvoir offrir aux autochtones du travail dans la construction de la route de Liard.

LES JEUX OLYMPIQUES

LA POSSIBILITÉ DE DEMANDE DE RENFLOUEMENT—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, ma question est supplémentaire à celle du député de York-Simcoe au président du Conseil du Trésor. Le ministre des Affaires municipales du Québec, M. Victor Goldbloom, a déclaré que la province tenterait de négocier de nouveau avec le gouvernement fédéral une aide financière supplémentaire, dans le but de réduire le déficit sans cesse croissant des Jeux olympiques. Le ministre nous dirait-il si l'on a fait des démarches à ce sujet auprès du gouvernement?

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Non, monsieur l'Orateur.